

RAPPORT AG COOP NANTERRE RIO

28 mars 2025 Municipales

Chers collègues élu.e.s, chers camarades..

Compte tenu de la période politique inédite que nous vivons et du fait que notre dernière assemblée, il y a 4 mois, a pris la décision de reporter notre Congrès après 2026 et d'organiser cette assemblée en vue des enjeux électoraux : je vous propose de déroger aux votes des rapports pour acter d'un simple vote, les orientations que je vais vous présenter, sous forme de feuille de route.

Face aux crises, du covid à la crise énergétique en passant par les guerres internationales, les élu.e.s de notre réseau et leurs compagnons de route, ont joué un rôle actif pour répondre aux urgences et défendre l'intérêt général. Trop souvent les élu.e.s se sont retrouvés seuls face à un État défaillant. Depuis des années les élu.e.s et en particulier, les élus locaux ont innové, ont réalisé l'impossible en matière de droit à la santé, de droit au logements, d'accès aux biens fondamentaux... Partout nos élus, qu'ils ou elles soient dans des majorités ou dans l'opposition sont au front !

Quel mandat ! Depuis 2020 nous avons connu, la crise sanitaire, la crise énergétique, les émeutes conséquences du meurtre de Nahel, la crise des finances publiques et la dette de l'État, la crise démocratique : des retraites en passant par la dissolution, la censure et aujourd'hui la désintégration de l'ordre international.

Notre époque est celle d'un contexte « d'accélération de l'histoire » et la nécessité d'un réseau national d'échanges d'expériences et d'outils de pratique du pouvoir, ne s'est jamais fait autant sentir. Notre association a pour vocation d'être le chaînon manquant, entre les pratiques, les expériences, les politiques locales des élus dans leur territoire et la transformation sociétale, durable à l'échelle du pays et à l'international.

Notre époque est aussi porteuse d'espoirs : de nouvelles générations se politisent avec la cause environnementale comme matrice politique d'émancipation. Chaque mouvement social réunit des citoyennes et des citoyens de plus en plus nombreux et divers. Chaque aspect des crises a révélé aussi, le meilleur de l'humanité : la solidarité et l'entraide lors de la crise sanitaire. L'innovation sociale, politique, souvent locale, pour faire face aux défis énergétiques ou budgétaires.

Les mobilisations transpartisanes, sur nos →

➔ valeurs de progrès, lors des mouvements sociaux ou lorsqu'il s'agit de dépasser le jeu de dupe entre les partisans du libéralisme et l'extrême droite. En réalité, le capitalisme est en plein milieu de contradictions difficiles à résoudre : la pression sur les salaires quand le peuple est déjà grandement fragilisé, les choix de l'autoritarisme dans un pays démocratique et républicain, la guerre mondialisée... Mes chers collègues, mes camarades, tout peut basculer...

À l'aube de 2026, permettez-moi de formuler un vœu : celui de réfléchir à la prise du pouvoir dans notre pays, pour rendre la liberté, la justice et la dignité au peuple.

- **L'élue**, par sa participation au pouvoir, est au cœur des contradictions du capitalisme tout en ayant une expérience réelle du passage de la théorie à la pratique... Il est au cœur des solutions aussi, lorsqu'il extrait des forces du marché : l'alimentation avec la restauration publique, l'eau, l'énergie, la culture, le sport, les loisirs sans oublier la santé et le logement. Penser Global et agir local est son credo.
- **Le mouvement social et le syndicalisme**, par le rapport de force qu'ils créent par le Travail, apportent la force des mobilisations et la réflexion nécessaire à l'émergence de droits nouveaux.
- **Le Parti politique** qui a la responsabilité d'unir toutes les forces vives, dans une synthèse, un projet de société partagé par le plus grand nombre et libéré de la domination du capital.

Ces différents niveaux s'alimentant mutuellement en équilibre, nos stratégies doivent intégrer cette relation dialectique... Local et national, politique et syndical ne doivent pas être pensés séparément.

PROJECTIONS STATISTIQUES ÉLUS

Malgré la domination des forces réactionnaires, nous avons une force et une influence importante. Nous comptons 4 951 élu·e·s dans notre réseau, 70 % de ces derniers ont des fonctions dans des communes de moins de 10 000 habitants, 47 % sont des Conseillers municipaux, 28 % des Adjointes au Maire, 40.52 % de femmes, 555 maires (12 %) dont 17 % sont des femmes, enfin 70 % ont plus de 55 ans.

Cette réalité m'amène à deux remarques en amont des municipales :

Pour la première je poserai cette question :

Il est important de gagner des communes, de diriger des intercommunalités, mais il est aujourd'hui aussi d'augmenter notre nombre d'élue·e·s. Sans refermer ce débat, je tiens à affirmer que depuis 2020, les centres de pouvoir ont énormément évolué, avec des compétences déléguées renforcées. La question du nombre d'élus sur un territoire est aujourd'hui aussi importante que de « gagner » une ville sur celui-ci. La présence et le renforcement de nos élus dans les intercommunalités peuvent nous permettre parfois de les diriger mais surtout d'être influent dans ses compétences et de diriger des organismes associés : eau, énergie, logement, santé, sécurité, sport, éducation... les intercommunalités sont des leviers du pouvoir d'agir sur le réel. Sans parler des enjeux des sénatoriales de 2026. C'est particulièrement vrai pour nous qui sommes fortement présents en ruralité et dans le périurbain.

La seconde remarque est évidemment la délicate question du renouvellement que nous devons enfin prendre avec tout le sérieux et la gravité nécessaire. D'abord d'un point de vue électoral, nombre de nos camarades maires en ruralité ont atteint un âge de « sagesse » et aspirent à des ➔

→ jours plus tranquilles ; dans trop de ses communes il n'y a tout simplement pas de candidat à la relève et je rappelle que c'est en ruralité que nous sommes les plus nombreux. De plus une stratégie de prise de pouvoir dans les intercommunalités va nécessiter plus de candidats, mieux identifiés et formés. Aussi trop souvent nos camarades en responsabilités sont à la recherche de candidats sur des postes « support » allant des cabinets aux fonctions d'agents territoriaux. Nous n'arrivons que trop rarement à répondre à ces demandes. Pour la Coop nous avons entamé un travail d'identification, de suivi et de formation des cadres avec le MJCF notamment afin de faire face à ces enjeux récurrents qui dépassent l'échéance de 2026 et je les remercie, par ailleurs nous avons développé nos outils de formation, mais j'aurais l'occasion de vous en reparler. Enfin je dirais un mot sur le réseau « Coop-cab » des directeurs de cabinets que nous avons créé depuis en 2022 et fait preuve d'une efficacité forte dans l'échange de pratique. Ce réseau présent sur 50 villes de plus 10 000 hab, avec 68 adhérents représente 1,5 millions d'habitants. Un réseau qui a fortement contribué à la création et l'amélioration d'outil en vue des prochaines échéances.

JE PASSE LA PAROLE À **JEAN-FRANÇOIS BOYÉ** **Animateur du réseau CoopCab**

Pour les municipales, si nous ne devons pas nous détacher des enjeux nationaux, les préoccupations des Français à cette occasion sont très locales et cartésiennes. La Coop a synthétisé plusieurs études (dont certaines commandées par l'extrême droite) dont je vous livre quelques conclusions : les deux premières préoccupations récurrentes sont tout d'abord l'inquiétude liée à l'inflation et au pouvoir d'achat avec une répercussion directe sur la hausse de la pauvreté et des

inégalités. Il s'agit donc ici de la capacité à mettre en place des politiques audacieuses et innovantes de service publics de proximité et de donner à voir notre expérience de terrain dans ce domaine.

Dans ce même esprit, la grande surprise est l'arrivée des questions de santé dans les premières préoccupations locales à l'aube des municipales. Traditionnellement récurrent en ruralité, cet enjeu débarque en hausse dans les grandes villes, le RN en a fait un cheval de bataille pour ces élections.

Enfin et même s'il existe une dizaine de préoccupations à développer, notons dans le top 5, les questions relatives à la Criminalité, la violence et la sécurité, durablement inscrites dans les études et dans le retour direct de nos élus. Un thème complexe qu'il nous faut aborder sous deux aspects : la criminalité réelle et le sentiment d'insécurité, en conséquence nos réponses politiques ne peuvent pas être les mêmes. En 2024 nombre de nos collègues ont par ailleurs été victimes de violences directes et font face à la hausse des grands trafics, je pense à André Mondange victime d'agression racistes en toute fin d'années dernière, je pense aussi à José Moury et Abdel Saadi victimes de menaces et de pressions comme de nombreux collègues. Je pense enfin à nos collègues Michel Lebouc, Laurent Belsola, Michèle Picard et Amandine Demore qui sont au front sur les questions de sécurité publique et dont les territoires paient le prix de politiques nationales de court terme. Le droit à la sécurité est un sujet qui a été trop souvent considéré comme tabou dans notre famille, pourtant c'est un droit collectif, c'est aussi un service public qui nécessite notre attention, tant que nous plaçons nos actions dans un continuum alliant le travail, le développement du tissu économique et associatif, la prévention et le rapport aux forces de l'ordre et de la justice. Ne nous trompons pas, →



➔ il n'y a pas de baguette magique, comme c'est d'ailleurs toujours le cas en matière de politique, mais un ensemble de pratiques adaptées aux réalités chaque territoire, dialectique donc. Ce sera là un point central des prochaines élections municipales.

En plus du suivi des cadres, la Coopératives met en place pour les élections municipales une série d'outils dont beaucoup dépassent le cadre des fonctions d'Élu-e-s. Notre site internet, en partie accessible aux non-élus donne à voir chaque semaine l'action de nos élus à changer le réel et la vie des citoyennes et citoyens, avec l'appui de notre newsletter. Avec Coop-Cab la Coop va fournir une « boîte à outils » comprenant l'accès à nos moyens de campagne, un manifeste politique, décliné sur la base de 4 fondamentaux et 10 droits, dont sont issues toutes nos politiques locales ; je vous propose de faire de son contenu l'objet principal de nos échanges de ce jour ; d'une feuille de route de tout ce qu'il faut savoir sur la tenue d'une campagne de sa préparation jusqu'à la tenue des élections, en terme militant et juridique. Enfin vous y trouverez différents outils allant de l'utilisation de l'intelligence artificielle et la gestion CRM des fichiers aux lettres type à adresser aux institutions pour la demande de salles. Enfin cette assemblée générale sera le moment de la mise en ligne de notre bibliothèque documentaire regroupant vœux, motions, notes, tribunes, des années de productions de nos élus au service de l'intérêt général.

JE PASSE LA PAROLE À MORAND pour la présentation de la bibliothèque documentaire

**Merci,
(José ?)**

D'ici mars 2026, nous vous proposons de nombreux temps de travail, de réflexion, de formations... mais aussi des temps politiques

afin de nous préparer collectivement. Nous avons continué nos passages dans les départements pour soutenir les candidats et développer les coop départementales ; comme vous avez pu le voir nous nous sommes rendus dans le Gard afin de soutenir nos élus et aider à la bataille de Nîmes. Nous sommes allés dans le Puy-de-Dôme afin de nous inspirer et d'échanger avec nos collègues du département et aider aux reconquêtes, enfin nous sommes allés en gironde, à Bordeaux pour aider à développer l'influence des camarades sur les grandes questions structurantes de l'écologie et de l'industrie. Bientôt nous nous rendrons dans le Nord et en Dordogne. En avril et mai deux délégations d'élus se rendront en Palestine avec le RCDP et l'AJPF. À l'occasion du festival d'Avignon au mois de juillet la Coop s'associera à une initiative nationale pour la défense de la Culture. En août se tiendra le campus d'été du Cidefe et nous nous associerons aux délégations qui se rendront au Japon pour commémorer les 80 ans d'Hiroshima. À partir de nos discussions d'aujourd'hui, nous travaillerons à mettre dans notre boîte à outils, notre manifeste, en organisant différentes réunions de travail sur ces thématiques.

Cher-e-s collègues, nous devons comprendre que le capitalisme a rendu la projection de perspectives politiques progressistes, comme la gestion des collectivités, complexes et difficiles d'accès. Cela nécessite des progressistes un grand investissement dans la formation afin de déconstruire le récit dominant tout en donnant des perspectives de réflexions visant à l'émancipation de toutes et tous. Nous devons nous « armer » afin de continuer à gérer et exercer nos mandats sous la pression d'injonctions réactionnaires et saisir les opportunités et les faiblesses du système afin de développer dans le réel, notre vision du monde. Le droit à la formation des élu-e-s est lourdement attaqué depuis ➔



➔ plusieurs années. Sa disparition est un enjeu pour les forces libérales : des élus moins formés sont moins autonomes, c'est une attaque directe contre la démocratie. Ces attaques nous rappellent la nécessité d'un véritable statut des élus incluant les moyens de l'exercice démocratique et entier du mandat, comme le retour à la vie civile. Trop peu de nos élus utilisent leur droit à la formation et comme dit l'adage un droit ou une liberté qui n'est pas utilisée et amené à disparaître.

Je souhaite remercier le CIDEFE qui une fois encore nous a donné matière à réfléchir sur des enjeux de premier ordre et les remercier de nous permettre d'exercer ce droit si précieux.

En tant que Président de la Coopérative mes responsabilités sont grandes, mais notre responsabilité collective est immense : Les divisions sont partout, le fascisme du XXI^e siècle est à nos portes, la détresse de l'humanité est au plus haut et notre planète souffre de siècles d'exploitation insensés, et, aujourd'hui, la Guerre est à nos portes et elle a déjà fait ses premières victimes : la Raison et la Vérité.

Qui, sinon notre famille politique, progressiste, relèvera ces défis ? Nous entrons un peu en résistance, au sens où Lucie Aubrac l'entendait : « **Résister, c'est créer.** »

MERCI À VOUS TOUS, VIVE LA COOPÉRATIVE DES ÉLU.E.S COMMUNISTES RÉPUBLICAIN.E.S ET CITOYEN.NE.S, VIVE LA FRANCE ET LA RÉPUBLIQUE.

